

Maman ABDO HASSAN

*Faculté des Sciences Economiques et Juridiques (FSEJ), Université Abdou Moumouni de
Niamey (UAM) – Niger
Email : hassanabdo1960@yahoo.fr*

La régionalisation ouest-africaine a-t-elle affecté l'attractivité du Nigeria vis-à-vis du Niger en matière des échanges commerciaux ?

Résumé : Ce papier analyse dans quelle mesure la régionalisation ouest-africaine a induit une réorientation des échanges commerciaux du Niger vers les autres pays de la CEDEAO et de l'UEMOA en affectant l'attractivité territoriale du Nigeria vis-à-vis du Niger. La longue expérience de ces deux institutions communautaires marquée par de médiocres performances comme celles liées, entre autres, à la faiblesse des infrastructures n'a pas eu d'incidence significative en matière commerciale sur le Niger, surtout celle de nature à réduire l'attractivité des puissants pôles nigériens à l'égard des agents économiques nigériens. Malgré les efforts du Niger pour diversifier ses sources d'approvisionnement depuis le milieu des années 1990, le Nigeria demeure son principal client en termes d'exportations et d'importations à travers le commerce transfrontalier.

Mots clés : *Régionalisation – Attractivité – Niger – Nigeria – Echanges transfrontières*

Does the West African regionalization affected Nigeria's attractiveness toward Niger regarding trade?

Abstract: This paper analyses how West African regionalization has led to a shift of Niger market toward ECOWAS and WAEMU countries by affecting its attractiveness regarding Nigeria. The experience of these two institutions characterized by poor performances like the weakness of infrastructures does not affect significantly Niger's trade, especially which can reduce the attractiveness of Nigeria's powerful poles on Niger businessmen. Despite the efforts made by Niger to diversify its supplying sources since the middle of the 1990's, Nigeria has remained Niger's main customer in terms of export and import through transborders trade.

Key words: *Regionalisation – Attractiveness – Niger – Nigeria – Transborders Exchange*
JEL Classification: *F13 – O24 – O19 – R11*

1. Introduction

Le contexte ouest-africain dans lequel évolue l'économie nigérienne est structuré par deux processus de régionalisation portée par l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les objectifs principaux visés par ces deux institutions sont, entre autres, l'élargissement de leurs marchés domestiques et la création des conditions d'attractivité des capitaux et des talents étrangers. L'appartenance du Niger à ces mouvements régionaux d'intégration s'inscrit dans la perspective de faire progresser la compétitivité de son économie et d'améliorer durablement le bien-être de ses habitants. Mais, l'économie nigérienne évolue aussi dans un environnement structuré par des réseaux des commerçants exerçant d'immenses activités commerciales fondées sur des opportunités économiques qui impliquent une forme de régionalisation informelle de facto avec le Nigeria. Ce pays exerce des effets d'attractivité sur les agents économiques du Niger au travers des forces formelles et informelles animées par ses multiples pôles de développement. Cette attractivité asymétrique est en mesure de favoriser ou de contrarier les objectifs du développement économique et social du Niger. Elle constitue une préoccupation majeure des responsables de politiques économiques qui, depuis les années 1960, mettent un accent particulier dans tous les plans, programmes et stratégies de développement du Niger, sur la modernisation et la maîtrise des échanges avec le Nigeria. Ces politiques visent à créer les conditions nécessaires pouvant amplifier les externalités positives découlant de cette attraction nigérienne. L'importance relative des flux et la grande diversité des produits échangés font du Nigeria le premier partenaire commercial du Niger en Afrique. Cet effet de dominance est, dans l'univers perrouxien, toute influence irréversible et dissymétrique qu'une unité économique exerce sur une autre, sans que cela implique nécessairement de la part du pôle dominant une intention quelconque ni une volonté organisée de conquête, d'impérialisme ou d'exploitation. Les efforts des pouvoirs publics nigériens de diversification des sources d'approvisionnement, depuis le début des années 1990, visent à réduire voire à éliminer à terme le poids des facteurs qui prédisposent l'économie nationale à subir les conséquences unilatérales des mouvements et des politiques en matière commerciale émanant du territoire nigérian. Dans quelle mesure la régionalisation ouest-africaine peut-elle aider le Niger à diversifier ses partenaires à l'échange ?

L'objectif de cet article est d'apporter des éléments de réponse à cette question fondamentale par le biais d'une analyse des effets de régionalisation dans le cadre de la CEDEAO et de l'UEMOA sur les échanges commerciaux du Niger. Le travail est organisé en trois parties. La première traite des théories et études empiriques consacrées à l'attractivité et à la régionalisation. La seconde examine la place du Nigeria dans le commerce transfrontalier nigérian. La troisième partie présente succinctement la méthodologie et analyse l'évolution des relations entre attractivité

nigériane vis-à-vis du Niger et régionalisation ouest-africaine comme source de diversification des partenaires.

2. Attractivité et régionalisation : théories et études empiriques

Les théories et les pratiques de l'attractivité et de la régionalisation interagissent, selon des modalités diverses, pour accélérer ou ralentir les mouvements des personnes et des capitaux au sein des territoires.

2.1. Les théories de l'attractivité et de la régionalisation

« L'attractivité d'un territoire est généralement assimilée à la capacité de ce territoire à attirer et à retenir les facteurs mobiles de production et/ou la population » (Gérardin et Poirot, 2010). L'attractivité est donc un attribut du territoire. Un territoire attractif doit être durablement compétitif. La compétitivité territoriale se nourrit à son tour de l'attraction d'un grand nombre d'acteurs par le site d'implantation. La notion polysémique d'attractivité est révélatrice de sa dimension plus ou moins fractale. « L'attractivité est fondée sur cinq variables clés : la taille du marché du pays d'accueil des capitaux et des talents, le nombre de firmes présentes sur le marché, le coût du travail et du capital dans la région d'accueil après prise en compte de fiscalités incitatives, la qualité des infrastructures et du capital humain » (Friboulet, 2010). Cette offre territoriale est limitée ici à une seule cible, celle de l'entreprise. Elle demeure donc réductrice puisqu'il existe une kyrielle de dimensions sectorielles de l'attractivité.

La crise, en faisant fuir les capitaux des régions où ils ont élu domicile, réduit la capacité d'attraction du territoire. « A toutes les échelles géographiques, celui-ci s'expose à des pertes de populations, à des phénomènes de désinvestissement, à des délocalisations d'entreprises » (Thiard, 2007). L'attractivité qui a émergé avec la mondialisation au cours de la période 1970-1980 est apparue comme la condition ou le résultat de la compétitivité des territoires. Elle est devenue un passage obligé pour les Etats comme pour les groupements régionaux. « La composition du G20 qui renferme vingt pays assure près de 90% du produit intérieur brut et 80% du commerce international » (Léon et Sauvin, 2010). Ce critère du produit intérieur brut montre que l'écrasante majorité des pays se trouve marginalisée de cette dynamique économique. L'amélioration de leur situation passe le développement des capacités productives, cognitives, technologiques, commerciales et financières. Dans cet univers chargé d'incertitudes, la réponse à ces dimensions économiques a consisté à développer des politiques de séduction des investisseurs des nations riches. Aussi, l'entreprise qui était, autrefois synonyme d'exploitation, voit-elle son image de marque soignée et promue. Avec cette disparition de la diabolisation des firmes, les « investissements directs étrangers (IDE) sont considérés aujourd'hui comme étant le principal vecteur de développement » (Mainguy et Rugraff, 2012). On quitte alors le terrain de conflits au profit de la coopération. Les théories de la croissance

endogène justifient les politiques d'attractivité territoriale par le biais des externalités positives qui élèvent la productivité des facteurs en présence du capital infrastructurel public et humain. Les IDE s'orientent prioritairement vers les territoires dotés de ce type d'infrastructures. Ils sont très attentifs à la taille et au taux de croissance du marché régional ; car si le niveau de production n'est pas limité par l'étendue du marché des pays hôtes aussi bien en termes du nombre d'habitants que du pouvoir d'achat des consommateurs, les entreprises peuvent accroître leurs économies d'échelle, renforcer leur compétitivité-coût et stimuler la croissance des territoires d'accueil.

La régionalisation, quant à elle, peut se faire à divers niveaux et diverses allures. « Le schéma linéaire classique de la régionalisation voit les pays évoluant sur la base d'un continuum allant d'une zone d'échanges préférentiels à une union économique et monétaire » (Plan d'action de Lagos, 1980) en passant par une zone de libre-échange, une union douanière et un marché commun. Mais les diverses expériences montrent que la pratique de régionalisation se conforme rarement à ces catégories nettement tranchées. La régionalisation s'appuie sur les fondements théoriques issus du schéma classique repris, amélioré et adapté à l'évolution de la pensée économique. A l'origine, « l'accroissement des échanges commerciaux est le plus couramment recherché ; il est dépassé, lorsque, par la suite, des rapprochements s'effectuent en matière de souveraineté » (Brot et Gérardin, 2001). La régionalisation constitue un optimum de second rang. Son efficacité dépend du degré « de création et de détournement de trafic » (Viner, 1950). « Les accords régionaux sont généralement attractifs pour les investissements étrangers ; l'accroissement de ces derniers a renforcé le processus d'intégration, principalement dans les pays de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) » Gérardin (1996, 241). Cette amplification du phénomène d'attractivité fondée sur des avancées de la régionalisation s'appuie sur la libéralisation des échanges commerciaux.

Dans ce contexte, les relations entre l'attractivité et la régionalisation sont ambivalentes, les deux phénomènes apparaissent comme contradictoires ou complémentaires à certains égards. La régionalisation et l'attractivité s'opposent dans la mesure où l'une est mue par des forces macroéconomiques et politiques et l'autre par des forces micro ou méso-économiques. La régionalisation de jure est un processus politique visant à construire un espace commun entre les pays associés ; d'où sa dimension holistique. Elle vise à amener les peuples vers une forme d'intégration porteuse de paix et de prospérité. Ses objectifs et les moyens de les atteindre peuvent entrer en conflit avec l'attractivité. Les politiques régionales peuvent exclure de la compétition les entreprises étrangères dans le processus de régionalisation fermée. Ces entreprises observent souvent des comportements de nature opportuniste, de type passager clandestin difficilement maîtrisables. Attirées par des avantages naturels des territoires, ces mauvaises entreprises peuvent chasser les bonnes en vidant les territoires d'implantation de leurs subsistances. En plus, les diverses mesures incitatives que les pays d'accueil proposent pour attirer les IDE

constituent des coûts pour les territoires hôtes. Les gains nets pour ces derniers sont réduits par les sorties de profits rapatriés par les filiales vers leurs maisons mères.

Toutefois, les deux processus ne s'excluent pas nécessairement et ne sont pas durablement antagonistes. Ils peuvent se compléter et se renforcer mutuellement lorsque la régionalisation est porteuse des projets cohérents et innovants et que les territoires hôtes ne constituent pas des sites passifs d'accueil anonyme des IDE. La construction territoriale s'inscrit dans la trajectoire du développement impulsée par les acteurs sociaux. La politique d'attractivité centrée autour des enseignements de la nouvelle économie géographique (Krugman, 1991) agit sur les forces centripètes et centrifuges. Celles-ci vont se conjuguer pour insuffler une dynamique à l'attractivité régionale qui, à son tour va façonner et structurer le processus de régionalisation. Mais pour les pays ouest-africains comme le Niger, l'impact de la régionalisation institutionnalisée est réduit par l'intensité des échanges transfrontières animés par des réseaux transétatiques qui sont à l'origine de la régionalisation informelle *de facto*.

2.2. Regards sur certains aspects empiriques de l'attractivité et la régionalisation

Si toutes les régions engagées dans le processus de régionalisation de jure ont défini des politiques d'attractivité, toutes n'ont pas les mêmes pouvoirs d'attraction vis-à-vis des IDE. « Les entrées des IDE dans le continent latino-américain ont enregistré, entre 2006 et 2007, un montant sans précédent de 105 900 millions de dollars » (Jubénot et Mila, 2010). L'Asie a connu des périodes de pics et de retournements des flux de capitaux étrangers. « Les IDE vers ces marchés émergents ont continuellement augmenté même au pire des troubles monétaires en partie en raison d'achat d'entreprises filiales suite à la crise » (Reisen et Sito, 2001).

L'Afrique au Sud du Sahara, exception faite de l'Afrique du Sud, reste en marge de ces mouvements de capitaux. Dans le classement de l'étude réalisée par Michalet (1999) portant sur l'attractivité des économies nationales, la majorité des pays d'Afrique subsaharienne sont au bas de l'échelle. Cette position s'explique, toutes choses étant égales par ailleurs, par l'absence des pré-requis à l'attractivité. « Cinquante ans après leur indépendance, les économies des pays africains restaient polarisées sur les économies européennes qui représentaient plus des deux tiers de leurs zones d'échanges commerciaux d'origine des capitaux. L'Europe pouvant jouer un effet de croissance par sa taille et son degré d'ouverture, s'est progressivement éloignée de l'Afrique » (Hugon, 2009). Pire, l'Afrique de l'Ouest n'a pas bénéficié suffisamment d'appuis substantiels européens au travers des afflux massifs et soutenus d'IDE à l'image du Japon qui a joué un rôle central dans la diffusion de son modèle industriel et dans le financement des infrastructures, facteur essentiel de la réussite de la régionalisation est-asiatique peu institutionnalisée. C'est l'une des raisons qui expliquent que le processus de régionalisation ouest-africaine n'a pas été

en mesure de mettre les territoires nationaux étroits sur des trajectoires de croissance. La défaillance du capital public et social fixe (Hirschman¹, 1958 ; Rosenstein-Rodan, 1984) et les caractéristiques des formes spatiales d'organisation marquées par le déficit en matière d'innovation, d'esprit d'entreprise et d'art de gérer ont dû insuffisamment développer des capacités productives à l'échelle régionale permettant d'accroître la productivité facteurs. Cette situation a contribué à maintenir à maintenir l'Afrique de l'Ouest dans le cercle vicieux de la pauvreté malgré ses immenses ressources, énergétiques, agricoles et touristiques.

Afin de remédier à cette situation, les pays ouest-africains ont réalisé des réformes au cours de la période 1980-1990 visant à gommer les imperfections de leurs marchés. Ces mesures axées sur le tryptique libéralisation, déréglementation, privatisation sont censées assainir les économies et normaliser le comportement des acteurs (pré-condition à l'attractivité). Cette confiance envers les forces du marché, l'ouverture sur l'extérieur et le rôle du secteur privé a permis de créer un environnement national propice à l'émergence d'attractivité des firmes étrangères. Ce processus a été renforcé par la CEDEAO dont périmètre initial d'intervention centré sur la dimension économique est élargi aux domaines aussi divers que la défense et la sécurité. Cette institution s'est donnée pour objectif de promouvoir l'Etat de droit dans toute la région. Cette extension de son mandat lui confère des marges de manœuvre pour imposer aux dirigeants des pays membres une taxinomie de bonnes pratiques régionales en matière de gouvernance démocratique. Cette nouvelle impulsion lui permet de gérer et d'anticiper les conflits régionaux. « On admet alors que l'intégration économique ne peut se réaliser sans cet environnement » (Békolo-Ebé, 2001).

Ces mesures devraient attirer les talents et investissements extérieurs, limiter les fuites de cerveaux et engager la région dans un sentier vertueux de croissance. Sont-elles suffisantes pour rendre le territoire ouest-africain éligible pour entreprises étrangères ? La réalité factuelle interdit de répondre positivement à cette question. En effet, la région ouest-africaine demeure encore faiblement attractive pour les entreprises de la triade. Même « les investissements directs chinois n'y sont pas d'envergure en dehors du Nigeria, pays pétrolier » (CEA, 2012). Ce déficit d'attractivité résulte aussi du repli des flux nets d'aide publique affectés par la récurrence d'un endettement extérieur ouest-africain excessif. La conjugaison de tous ces facteurs défavorables à l'attractivité des firmes fait de l'Afrique de l'Ouest une région très vulnérable. Cette vulnérabilité amplifie les effets des influences asymétriques notamment dans les relations commerciales nigéro-nigérianes impulsées par les forces d'attraction et de répulsion provenant des puissants pôles nigériens de développement. L'adhésion du Niger aux deux communautés

¹ Le capital social crée des services sans lesquels les activités de production des secteurs primaires, secondaires et tertiaires ne pourraient fonctionner.

économiques ouest-africaines depuis le milieu des années 1970 a-telle amplifié ou réduit l'attractivité du territoire nigérian ?

3. Place du Nigeria dans le commerce transfrontalier nigérian

Depuis les années 1970, une littérature pluridisciplinaire s'est efforcée de montrer que « le commerce entre le Niger et le Nigeria est un négoce au long cours organisé de longue date en réseau » (Leveroy, 1980). La compétitivité et la force d'attractivité de l'économie nigériane résultant d'un « effet du marché national » (Linder, 1986) se manifestent localement et se diffusent au-delà des frontières du fait de la demande domestique liée à la taille du marché et aux goûts des consommateurs locaux. Cette économie est fondée sur la production territorialisée destinée à satisfaire la demande intérieure exprimée par les 141 millions d'habitants (Banque Mondiale, 2008) et de manière résiduelle les besoins des pays périphériques dont le Niger. Les capacités financières et entrepreneuriales des producteurs augmentent sensiblement les occasions d'investissement, les possibilités d'affaires et stimulent la production et l'échange à grande échelle.

L'urbanisation avancée du territoire dont le taux de croissance annuel moyen s'établit à 10,79% de 1960 à 2010 (Guay, 2011) se traduit, entre autres, par une augmentation de la demande de produits et services. Les entreprises nigérianes sont alors incitées à produire en grande quantité pour satisfaire cette demande. La concentration industrielle dans un même site géographique génère des externalités économiques. Le faible coût du carburant et de la main-d'œuvre, la politique volontariste d'appui aux producteurs agricoles et la production dans de vastes complexes agro-industriels démultiplient les possibilités de création de richesse. Les économies d'échelle qui en résultent attirent les réseaux du commerce transfrontière et de nombreux actifs immigrés nigériens. Cet avantage comparatif et compétitif révélé fait du Nigeria un pôle économique dominant dans la région.

Le tableau 1 ci-dessous fait ressortir la capacité productive alimentaire nigériane en Afrique de l'Ouest. Le Nigeria a réalisé en moyenne 59% de la production alimentaire de la région au cours de la période 1994-2006. Ceci semble suggérer que les forces d'attractivité du territoire nigérian constituent le maillon fort dans la mise en œuvre effective de la politique agricole de la CEDEAO. Cette politique communautaire adoptée en 2005 vise à « contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social, et à la réduction de la pauvreté dans les Etats membres, ainsi que des inégalités entre les territoires, zones et pays ». Autrement dit, la souveraineté alimentaire recherchée au travers d'un renforcement du processus de régionalisation est incontestablement soumise aux avatars des puissants pôles agroindustriels du Nigeria.

Cependant, il convient de remarquer que ce pays dont le taux annuel de croissance démographique de 1960 à 2010 s'établit à 2,5% (Guay, 2011) représente 51% de la population régionale. De ce fait sa production alimentaire est destinée à la consommation intérieure mais une partie alimente les échanges transfrontières. L'insécurité alimentaire quasi-permanente dans les pays sahéliens est la preuve que ces derniers ne parviennent pas à se relever de leurs cendres et à vaincre leur immobilisme pour amorcer la grande marche vers la modernité. A cet égard, le cas du Niger, pays agro-pastoral, où l'on juge trop souvent les mauvaises performances économiques en indexant les conditions climatiques particulièrement défavorables, est édifiant.

Tableau 1 – Production, importation et exportation de céréales (moyenne 1994 – 2006)

	Production (1000 tonnes)	Importation (1000 tonnes)	Exportation (1000 tonnes)	Consommation (Kg/ tête/an)
Nigeria	20648	2499	48	149
Niger	2598	214	1	212
Afrique de l'Ouest	35235	7137	184	146

Source : Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2006)

Le tableau 1 ci-dessus montre que le Niger réalise à peine 7% de la production ouest-africaine. Ce médiocre rendement agricole est généralement attribué aux caractéristiques physiques de l'économie. En effet, les contraintes environnementales récurrentes de ce pays enclavé associées à la faible valorisation du capital humain éducatif et l'état défectueux de santé de la population, limitent constamment les possibilités de l'émergence d'une masse critique d'esprit d'entreprise susceptible d'insuffler une dynamique productive, entrepreneuriale et compétitive dont l'économie a tant besoin. Ces facteurs structurels qui induisent une faible productivité conditionnent, dans une large proportion, l'évolution économique du pays et rendent ainsi difficile l'introduction à court terme de l'innovation dans pratiquement tous les secteurs économiques. Ces tendances lourdes doublées d'une instabilité politique répétitive, d'une mauvaise gouvernance, des sécheresses récurrentes et de la baisse des cours mondiaux de l'uranium ont fragilisé davantage le système de production et aggraver les souffrances des citoyens nigériens. La part du secteur primaire représente en moyenne 44,5% du produit intérieur brut au cours de la période 1990-2008 (INS, 2008). Elle évolue au gré des résultats incertains des campagnes agricoles marquées par des déficits alimentaires structurels. Ainsi, la croissance économique est tirée de l'agriculture et l'élevage fortement tributaires des aléas climatiques et souffrant d'un potentiel limité d'infrastructures de surcroît déficientes. Ceci ne permet aux agriculteurs nigériens ni de réguler leur trésorerie

fluctuante par nature, ni d'investir pour intensifier les systèmes d'exploitation dans un contexte de rareté absolue de soutien de l'Etat et d'inexistence de crédit agricole.

Les activités agricoles, éprouvées par la réduction de l'espace utile et la dégradation des sols demeurent, toutefois, axées sur les productions de subsistance faiblement diversifiées dans un contexte de haute pression démographique et de rétrécissement de l'aide. Une frange non négligeable de jeunes diplômés risque d'arriver à l'âge de la retraite sans jamais exercer un métier, sans avoir les chances de prouver leurs compétences. D'autres actifs plus nombreux et non scolarisés sont contraints d'emprunter le chemin douloureux de l'émigration, « chassés par les difficultés et les misères, parfois attirés par les villes où la pauvreté a plus d'attrait que la pauvreté rurale » (Kasse, 1996). Dans ces conditions, le moindre choc d'origine interne ou externe accentue le phénomène de pauvreté notamment en milieu rural. Le Nigeria demeure le principal pays ouest-africain hôte des ces actifs nigériens à la recherche du travail.

Ce modèle de développement avec son système d'accumulation et de répartition des revenus hérités de la période coloniale et le mode de gouvernance ont largement contribué à pousser l'économie nigérienne à entrer à reculons dans le XXI^{ème} siècle, une époque marquée sur le plan international par la compétition à outrance et des incertitudes politiques qui troublent les perspectives d'avenir. Après un demi-siècle d'indépendance, le Niger est encore à la croisée de chemins, loin de sortir du scénario tendanciel du non-développement. Le tableau 1 ci-dessus fait ressortir la forte propension des nigériens à consommer des céréales. Avec un taux par habitant et par an de 1,5 fois supérieur à la moyenne régionale et 90% des apports énergétiques, les céréales demeurent par conséquent une denrée alimentaire stratégique au Niger. Même si la dévaluation du franc CFA de 1994 a entraîné le développement de bassins de production importants dans de nombreuses zones et stimulé les échanges entre les pays membres de l'UEMOA, le Nigeria demeure la principale source d'approvisionnement extérieur du Niger. La longueur et la porosité de la frontière entre les deux pays permettent aux animateurs du commerce transétatique de contourner voire de rendre pratiquement inefficaces les dispositifs législatifs et réglementaires institués par les Etats. Ainsi, le déficit céréalier chronique du Niger est-il régulièrement comblé, dans une large proportion, par les importations transfrontières en provenance du Nigeria. La situation de l'élevage n'obéit-elle pas à la même dynamique du secteur agricole ?

La filière bétail et viande dans laquelle le Niger présente un avantage comparatif révélé alimente fortement les échanges transfrontières. Ce pays exporte essentiellement du bétail sur pied vers le Nigeria. Le secteur d'élevage demeure largement informel en dépit des textes élaborés dans le cadre du développement de cette filière. La compétitivité relative des produits de l'élevage nigérien est liée à l'abondance des pâturages, à la quantité et à la qualité de la viande ainsi qu'au coût de transport relativement bas vers le Nigeria. La consommation de la viande bovine

et de petits ruminants de 4,6 kg par habitant (voir tableau 2 ci-dessus) associée au poids démographique de ce pays qui représente 55% des importations régionales prédispose la filière d'élevage nigérien à un bel avenir. Cependant, cette dernière est très sensible aux fluctuations du taux de change entre le naira et le franc CFA. Elle est sujette aussi à une forte concurrence des offres de bétail du Nord Nigeria, du Tchad, du Cameroun voire du Burkina Faso et du Mali depuis le déclenchement de la crise ivoirienne en 2002.

Tableau 2 – Effectifs, importations et exportations de bovins et petits ruminants

Effectifs cheptels (1000 têtes)		Importation (1000 t)		Exportation (1000 t)		Consommation de viande bovine et petite ruminants (kg par habitant)	
Petits ruminants	Bovins	Petits ruminants	Bovins	Petits ruminants	Bovins	Petits ruminants	Bovins
Nigeria	15200	51000	350	780	0	0	4,6
Niger	2260	11400	3	1,5	74		7,3
Afrique de l'Ouest	45518	143563	606	1450	264	1171	5,2

Source : Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2006)

En somme, les échanges de produits agro-pastoraux entre les deux pays sont fortement marqués par la spécialisation de l'économie nigérienne dans l'élevage et l'agriculture. Les courants des produits de l'élevage et du niébé, à l'exportation, et des céréales particulièrement, à l'importation, sont dominants et faiblement réversibles à court terme. On se demande alors dans quelle mesure la régionalisation ouest-africaine a aidé le Niger à réduire l'attractivité nigériane en matière de échanges commerciaux ?

4. Méthodologie et résultats

4.1. La Méthodologie

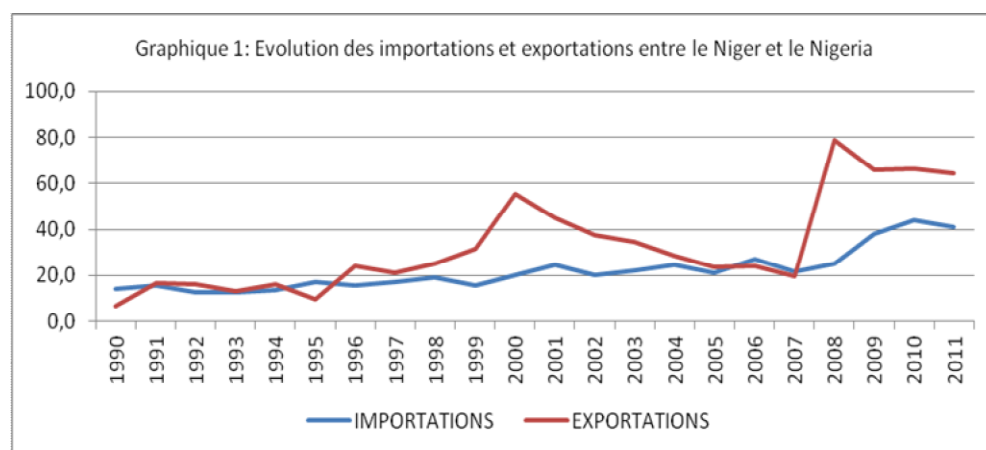
Les données qui ont servi à l'analyse de l'évolution des relations entre attractivité nigériane à l'égard du Niger et régionalisation ouest-africaine, comme facteur de diversification de sources d'approvisionnement de ce pays, proviennent essentiellement de l'Institut National de la Statistiques (INS). Nous avons pu obtenir des informations relatives aux échanges commerciaux sur la période 1990-2011 entre le Niger et le Nigeria d'une part, et entre le Niger et les autres pays membres de la CEDEAO et de l'UEMOA, d'autre part. Le choix de l'année 1990 se justifie par le fait que les efforts du gouvernement de diversification des partenaires vers les pays de la région ouest-africaine ont véritablement commencé à partir de cette année. Les données collectées ont permis d'établir des graphiques sur Excel. Ces informations

complétées par les autres sources (bases des données de l'UEMOA, Federal Office of Statistics du Nigeria, de la Banque Mondiale, de Louis Berger International, du Consulat du Niger à Kano au Nigeria, du Système d'information du Marché) ont été utilisées pour analyser finement l'évolution des relations entre l'attractivité du Nigeria à l'égard du Niger et la régionalisation ouest-africaine comme instrument pouvant aider le Niger à diversifier ses partenaires et partant réduire le poids des facteurs d'attraction unilatérale du territoire nigérien sur les agents économiques nigériens. C'est sur cette base que l'analyse statistique est construite et menée avec un niveau de fiabilité plus ou moins satisfaisant des informations.

4.2. Evolution des relations entre attractivité et régionalisation

4.2.1. La structure des échanges commerciaux avec le Nigeria

Le graphique 1 montre que les exportations du Niger officiellement enregistrées vers le Nigeria ont progressé au rythme de 33 milliards de francs CFA en moyenne entre 1990 et 2011, avec deux pics dont l'un de 58 milliards de francs CFA en 2000 et l'autre de 80 milliards de francs CFA en 2008. L'évolution des importations est marquée par des fluctuations infra-marginales avec en moyenne 21 milliards de francs CFA au cours de la même période. Ces échanges commerciaux avec le Nigeria mettent en évidence la position de dépendance unilatérale du Niger vis-à-vis du Nigeria. La majorité des produits importés n'a pas de substituts locaux : hydrocarbures, biens d'équipement, engrais chimiques. La demande de ces biens indispensables au fonctionnement de l'économie demeure rigide voire incompressible à court terme. En plus, les importations officielles nigériennes en provenance du Niger représentent en moyenne 1% du total des importations du Nigeria au cours de la période 1990-2007².

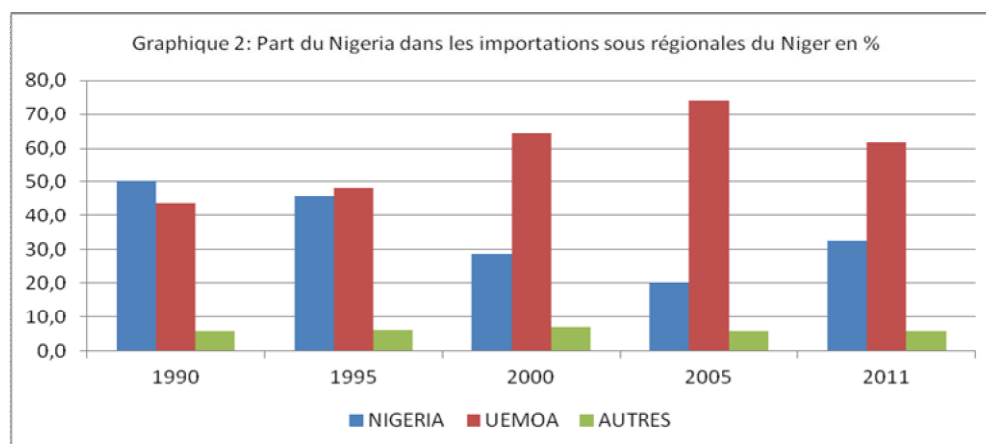


Source : Institut National de la Statistique (INS) pour les données brutes

² Information issue de Federal Office of Statistics (2008) du Nigeria.

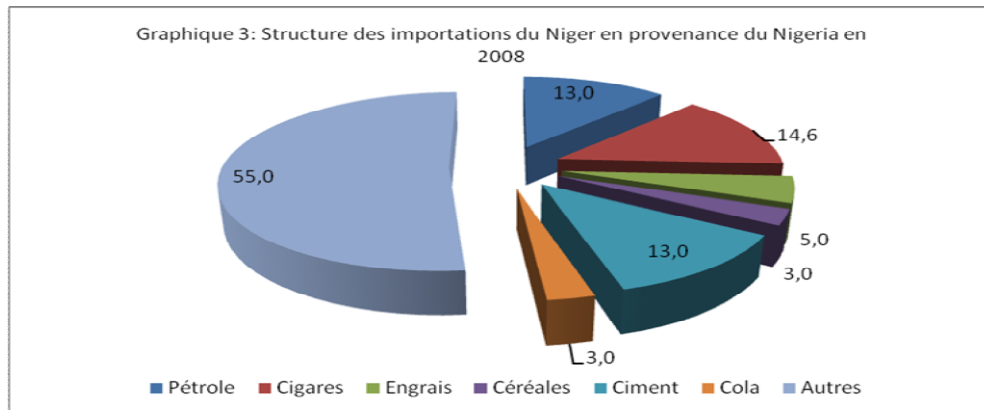
4.2.1.1. Flux et structure des importations

Le graphique 2 montre une tendance baissière assez remarquable de la part du Nigeria dans les importations sous-régionales du Niger. Cette inflexion d'attractivité au profit des importations en provenance de l'UEMOA s'explique d'une part, par les efforts de diversification des sources d'approvisionnement du Niger depuis le milieu des années 1990 et d'autre part, par les effets conjugués du retard accusé dans le processus d'intégration au sein de la CEDEAO et des avancées notables dans le cadre de l'UEMOA. Ces deux derniers événements au niveau communautaire se sont traduits par des pertes de compétitivité de certains produits nigériens au cours de la période 1990-2011. En dépit de la réorientation des importations vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Bénin et dans une moindre mesure le Togo, le Nigeria demeure le principal fournisseur du Niger en cas de déficits agricoles qui sont par ailleurs structurels.

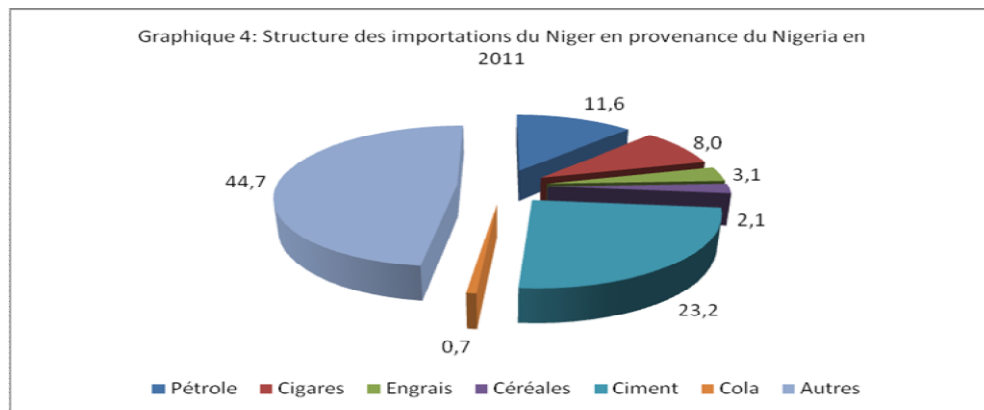


Source : INS pour les données brutes

Les réseaux des commerçants arbitragistes animateurs du commerce transfrontière ravitaillent régulièrement ce pays en produits de premières nécessités en cas de pénurie alimentaire. La proximité des zones de production et le prix relativement bas du carburant nigérian, réduisent les charges de transports et augmentent sensiblement les marges bénéficiaires des acteurs des échanges transétatiques. L'ampleur de ce commerce non enregistré compense largement l'effet des importations en provenance de l'UEMOA et du Ghana tout en amplifiant l'attractivité territoriale du Nigeria.



Source : INS pour les données brutes



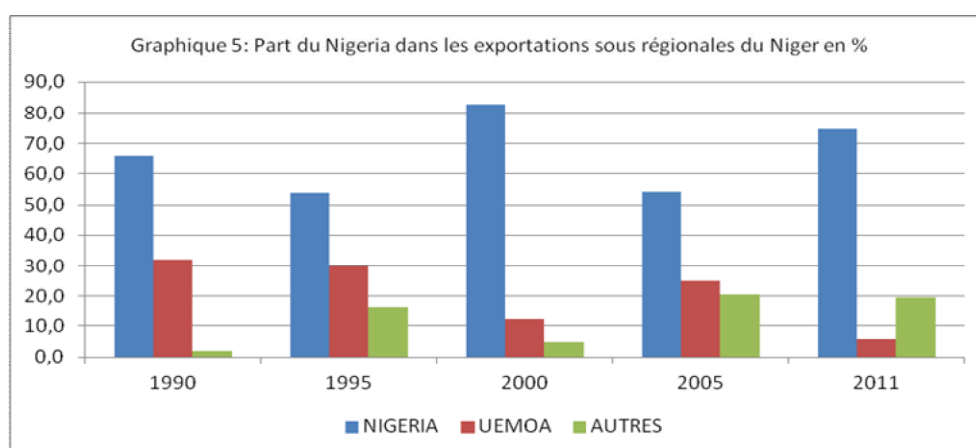
Source : INS pour les données brutes

Les graphiques 3 et 4 indiquent que les produits pétroliers ont officiellement représenté en moyenne 13% et 11,6% des importations en provenance du Nigeria respectivement en 2008 et 2011. Cette proportion qui varie dans le temps, est cependant, loin de refléter la quantité impressionnante des hydrocarbures nigériens vendus au Niger chaque jour à travers le commerce transfrontière. Cette pratique difficilement contrôlable par les administrations douanières des deux Etats rend peu fonctionnelles (sauf pour les détenteurs des bons d'essence) toutes les stations d'essence installées dans les grandes villes frontalières comme Konni, Maradi, Zinder ou Diffa. Elle reflète l'influence asymétrique du Nigeria sur le Niger. Cependant, avec la récente exploitation pétrolière cette situation de dominance nigériane va probablement et progressivement se réduire, voire disparaître à terme.

4.2.1.2. Flux et structure des exportations

Tous flux confondus, le Niger a réalisé en moyenne 20% du total de ses exportations avec le Nigeria de 1990 à 2011. Le graphique 5 montre que l'évolution des

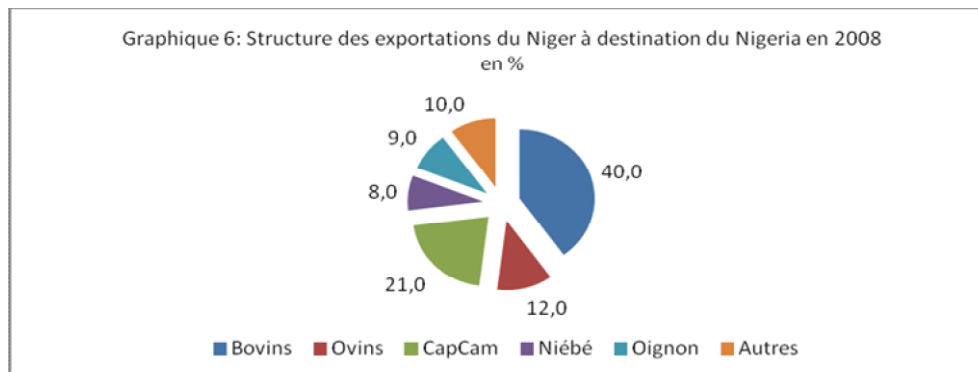
exportations a été impulsée par moment par les flux de réexportation. Les ventes au Nigeria ont régulièrement augmenté en moyenne de 26% par an, contre 2,5% pour les exportations totales. Cette disparité des comportements des deux types de flux indique bien que le marché nigérian est un débouché particulier pour les produits nigériens par rapport auxquels les acheteurs nigériens sont généralement en situation de monopsonne. C'est en particulier le cas de l'exportation de certaines marchandises vers le Nigeria : souchet (100%), cuirs et peaux (95%), bétail (92%) et niébé (91%). L'évolution des exportations est très irrégulière. Il n'est pas possible de dégager une tendance pour l'ensemble de la période. Cette irrégularité est imputable, dans une large mesure, à la prépondérance d'un nombre réduit de produits dont les décisions de production sont encore soumises aux aléas climatiques, tandis que les décisions de vente sont largement influencées par les modifications de politique économique dans les deux pays. Ainsi, la tendance expansionniste amorcée après la sécheresse de 1983 s'est inversée en 1986 sous les effets conjugués de la dévaluation du naira et de la prohibition, par les autorités nigériennes, des exportations de bétail pour assurer la reconstitution du cheptel après la sécheresse de 1985. Le niveau des exportations demeure par la suite relativement bas.



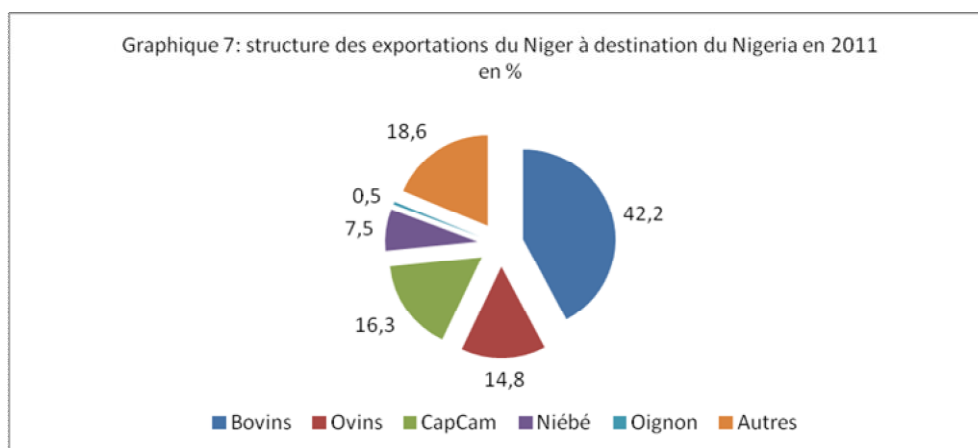
Source : INS pour les données brutes

Le graphique 5 montre que l'appartenance du Niger à l'UEMOA, organisation d'intégration économique n'incluant pas le Nigeria ne semble pas affecter outre mesure l'attractivité du Nigeria. L'orientation massive des exportations nigériennes, hors uranium, vers le Nigeria demeure intacte. Cependant, la composition et la structure de ces exportations ne sont pas stables. En effet, suivant les périodes de bonnes ou de mauvaises campagnes agricoles, on observe une complémentarité entre certains flux (Chaco et Liman, 1991) et des cas d'inversion du sens des échanges. Les exportations nigériennes vers le Nigeria sont composées de produits agropastoraux locaux et de marchandises importées du marché mondial. Les graphiques 6 et 7 ci-dessous indiquent que les produits de l'élevage ont représenté respectivement 73% en 2008 et 2011 des exportations nationales, avec une nette

prédominance des bovins sur toute la période. Cette composition détermine la nature de la spécialisation de l'économie nigérienne.

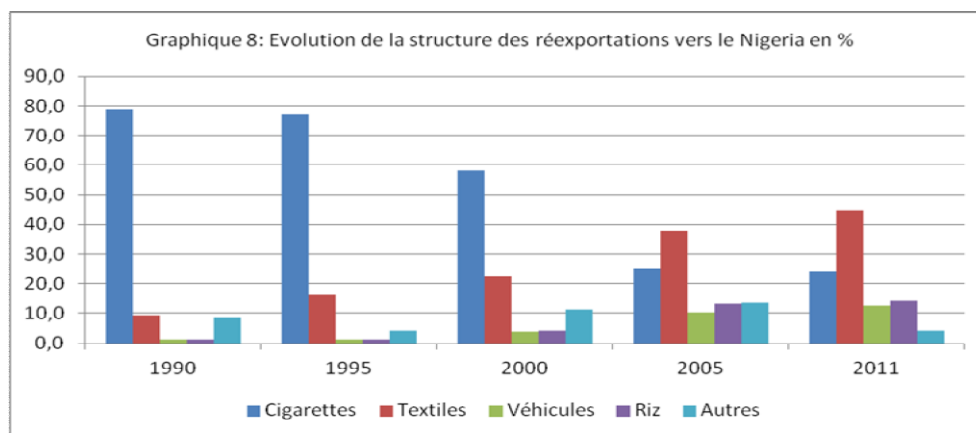


Source : INS pour les données brutes



Source : INS pour les données brutes

En revanche, au niveau du commerce de transit et de réexportation, on observe un véritable « effet de structure » (Byé, 1977) traduisant le caractère profondément opportuniste de ces activités. Le graphique 8 montre que jusqu'en 2000, les activités de réexportations portaient principalement sur les cigarettes même si elles connaissent une progression décroissante. Ce produit, qui représentait en moyenne 75% des réexportations totales entre 1990 et 2000, est remplacé par le textile avec des parts de 38% et 45% respectivement en 2005 et 2011.



Source : INS pour les données brutes

4.2.2. Effets d'attractivité nigériane sur les fondamentaux réels et monétaires

Les indicateurs macroéconomiques du Niger ont généralement évolué de façon singulière, comparativement à ceux des autres pays membres de l'UEMOA. L'on cherche, à travers cette atypie, ce qui, dans les performances et les contreperformances de l'économie, est imputable aux effets d'attraction des puissants pôles nigériens dominants.

4.2.2.1. Effets sur la croissance économique

Les données du tableau 3 montrent que, quelle que soit la période considérée, le Niger est l'un des pays de l'UEMOA qui a enregistré des piètres performances en matière de croissance du produit intérieur brut. L'influence asymétrique de l'économie nigériane sur ces résultats est indéniable même s'il est très difficile de la distinguer de celle des autres facteurs exogènes ou endogènes de l'économie nigérienne tels que les conditions climatiques, la baisse du prix de l'uranium et les politiques d'ajustement intermittent. Le volume et l'évolution des échanges entre les deux nations sont insuffisamment maîtrisés par les autorités nigériennes puisqu'ils empruntent pour l'essentiel les circuits parallèles. Les principaux faits qui ont affecté dans les années 1980 les échanges commerciaux avec le Nigeria étaient la baisse de la demande due aux politiques d'ajustement structurel menées par ce pays et la très vive concurrence des produits nigériens sur les marchés nigériens favorisée par la dévaluation le naira. La modification de la parité du franc CFA a permis un léger retournement de tendance dans la seconde moitié des années 1990.

Tableau 3 – Taux de croissance annuel moyen du PIB dans les pays de l'UEMOA (%)

	1980-1985	1986-1990	1994-1998	1999	2000	2005	2008
Bénin	4,6	0,8	5,3	5,0	4,9	2,9	5,3
Burkina Faso	4,4	1,2	4,1	5,58	1,8	7,1	4,5
Côte d'Ivoire	0,4	0,8	8,8	1,5	-4,6	1,8	2,9
Guinée Bissau	-	-	10,4	6,9	7,5	3,5	3,1
Mali	-2,9	3,1	7,9	5,6	-3,2	6,1	4,7
Niger	-3,3	0,8	-1,3	0,9	-2,6	8,4	9,5
Sénégal	2,8	3,2	3,7	5,1	5,1	5,6	5,5
Togo	-0,1	2,7	11,3	2,7	-0,9	1,2	0,8

Sources : Rapport annuel 1998 de la BCEAO, Banque mondiale : African Development Indicators (1996), Rapport annuel sur la surveillance multilatérale (2000) de la Commission de l'UEMOA, INS (2009).

Ces faits ont affecté doublement la croissance de l'économie nigérienne. En effet, le commerce informel a été fortement stimulé en passant de 14% en 1980 à 19% en 2005 (INS, 2007). Ce dynamisme a été particulièrement favorable à l'emploi et au développement de pôles frontaliers (Maradi et Konni) grâce à l'injection d'importants revenus. Mais, cette expansion s'est faite souvent au détriment du secteur manufacturier dont la contribution au PIB réel est passée de 1,4% en 1980 à 0,9% en 2005 (INS, 2007). Au début des années 80, l'industrie textile du Niger exportait environ 60% de sa production vers le Nigeria. La pénétration du marché nigérian par l'industrie chimique était également non négligeable aussi bien en terme quantitatif que de diversité des produits (Louis Berger, 1989). Ces parts de marché ont été progressivement perdues et les unités industrielles qui ont été à la pointe de la conquête du marché nigérian luttent depuis 1988 pour leur survie. La forte concurrence des importations du Nigeria a entraîné des « coûts de déplacement » (Linder, 1986), c'est-à-dire la réorientation des investissements vers des secteurs compétitifs. L'impossibilité de faire face à ces coûts a conduit les décideurs nigériens à prendre des mesures protectionnistes, parfois extrêmes (prohibition), vis-à-vis du Nigeria et ce, jusqu'à la libéralisation des échanges et l'obtention des aides à l'ajustement. De plus, la modification de la structure de l'économie, marquée par la prépondérance du secteur informel, n'a pas affecté favorablement la croissance. Car les effets d'entraînement des revenus du commerce parallèle et sa capacité d'investissement sont faibles, comparativement à ceux des activités manufacturières. En revanche, l'importation à faibles coûts d'intrants tels que les engrais et les hydrocarbures, est profitable à la croissance et aux finances publiques, notamment pour le dernier produit qui est soumis à de lourdes taxes.

4.2.2.2. Les effets sur les prix et le taux de change parallèle

Le Niger a connu un rythme de croissance des prix très lent des années durant avant la dévaluation du franc CFA en janvier 1994, dans un environnement interne caractérisé par des résultats aléatoires des campagnes agricoles. Cette baisse du niveau général des prix qui est, dans une large mesure, imputable à la déflation importée du Nigeria, s'est par la suite poursuivie au regard du faible taux d'inflation qui s'est établi à un niveau inférieur à 3,2% de 2002 à 2006 sauf en 2005 où il a enregistré un taux record de 7,8% (INS, 2007). La déflation nigériane s'explique par la moindre cherté des biens et le cours du naira. L'effet d'attractivité territoriale résultant de la baisse tendancielle de ces fondamentaux incite les acteurs nigériens à importer massivement du Nigeria. En considérant l'hypothèse de petit pays, il est tout à fait fondé d'estimer que les prix au Nigeria jouent un rôle directeur sur les marchés de biens similaires au Niger. En effet, la dépréciation brutale de plus de 20% de la valeur du naira sur le marché de change parallèle a dû provoquer le décrochage de l'indice des prix des biens nigériens survenu au premier trimestre de l'année 1993 (Abdo, Lama, Woba, 1993). L'hypothèse de la parité des pouvoirs d'achat permet de détecter un aspect pertinent lié à l'effet ambivalent d'attractivité territoriale : le niveau des prix à la consommation au Niger est ainsi déterminé par le coût de la vie au Nigeria et le taux de change du naira. Ce dernier facteur exogène n'est pas influençable par les mesures de politique économique du Niger. La déflation nigériane importée a permis aux consommateurs nigériens d'amortir le choc de la crise économique. Elle a, cependant, exercé une pression continue sur les prix des céréales et des biens produits localement. Cet effet d'attractivité du territoire nigérian a non seulement contribué activement à la désindustrialisation du pays mais aussi a contrarié l'un des principaux objectifs de la politique agricole de libéralisation visant précisément à relever les prix au producteur. Ceci explique, en partie, l'échec des programmes d'ajustement structurel dans ce domaine.

En définitive, une hausse des prix au Nigeria rend les exportations nigériennes plus compétitives. Car elle élève les prix et stimule la production au Niger. Par contre, les consommateurs nigériens sont pénalisés du fait de la réduction de leur pouvoir d'achat. Une baisse a des effets inverses. Aussi, la majorité des acteurs nigériens, vendeurs et acheteurs de produits, est fondée à se plaindre et à se réjouir en même temps dans un univers des intérêts conflictuels et des pratiques de marché complètement dépendantes des effets d'attractivité territoriale liés à l'évolution conjointe des prix au Nigeria et du taux de change sur le marché parallèle. Cet aspect monétaire d'attractivité territoriale met à rude épreuve la fonction essentielle du taux de change nominal qui consiste à assurer l'échange mutuellement profitable entre deux nations partenaires. Le taux officiel cesse donc de symboliser l'image d'une clé de passage permettant l'ouverture des économies par l'échange des biens. Dans le cas précis des relations économiques nigéro-nigérianes, l'écluse de mise à niveau des plans différents de la partie immergée des transactions commerciales est pratiquement incarnée par la variable taux de change parallèle. Ainsi, dans cet espace

économique marqué par le dysfonctionnement de la chambre de compensation et caractérisé par un système de prix relatifs dotés d'une certaine dose de rigidités diverses, « le marché parallèle de change finance un volume impressionnant des transactions et génère un dualisme économique » (AmoussougaGero, 1990). Ce taux parallèle apparaît à la fois comme un accélérateur et un réducteur de coût d'ajustement. Les niveaux de prix divergents entre les deux pays ont donné naissance à une forme de régionalisation d'essence informelle. La tenue de la monnaie nigériane constitue donc le poumon des activités informelles. En effet, sa dépréciation permet de réduire le coût des facteurs locaux, notamment le travail. Mais, cette perte de valeur est le plus souvent compensée par une inflation intérieure d'un niveau comparable. Aussi, faut-il considérer le taux de change réel comme un indicateur de compétitivité-prix.

5. Conclusion

Le processus de régionalisation ouest-africaine portée par des institutions et par des politiques souffre d'un déficit crucial d'infrastructures permettant de créer les conditions nécessaires d'attractivité des talents et des IDE. Cette faiblesse s'est traduite par une expansion du commerce transfrontière qui, joue un rôle de déstabilisation du processus de régionalisation. Celle-ci n'a pas pu aider le Niger à réduire les effets pervers des facteurs d'attractivité du Nigeria et ce malgré les efforts déployés par le gouvernement nigérien pour diversifier ses sources d'approvisionnement. Le Nigeria demeure son principal client en termes d'exportations et d'importations surtout en cas de pénuries alimentaires. Les pôles nigériens dominants continuent d'exercer leur attraction sur les immigrants, les consommateurs et les entrepreneurs nigériens. Les échanges transfrontières très développés du fait de la proximité et du prix relativement bas des hydrocarbures nigériens amplifient les marges commerciales des acteurs et renforcent donc l'attractivité du territoire nigérien. L'effet de cette attractivité résultant des prix directs formés au Nigeria et de la dépréciation du naira sur le marché parallèle de change joue dans les deux sens opposés : pénalisation des exportations et stimulation des importations nigériennes. Lequel des deux effets l'emporte sur l'autre ? Cette question sera discutée dans les prochains travaux.

Références bibliographiques

- Abdo, H.M., Lama J., Woba A. (1993), Système de paiement avec le Nigeria et instruments de placement : un état de la réflexion et des pratiques, projet PNUD/ONUDI NER/89/010, Niamey, 63 p.
- Amoussouga-Gero, F.M.P., (1990), « Les marchés parallèles de change autour de la Zone Franc : le cas du Naira contre FCFA », *Techniques Financières et Développement* 21, 34-40.
- Banque Mondiale (2008), Rapport mondial sur le développement, Washington, DC.
- Banque Mondiale (2009), Rapport mondial sur le développement, Washington, DC.

- Baumont, C., (1997), Croissance endogène des régions et des espaces, In Célimène F et CI Lacour (s.l.d. de), L'Intégration des espaces, Economica, Paris : 3361.
- Békolo-Ebé, B. (2001), L'intégration régionale en Afrique : caractéristiques, contraintes et perspectives, *Mondes en développement*, 115-116 (29), 8188.
- Brot, J., Gérardin H. (2001), « Intégration régionale et développement : présentation », *Mondes en développement*, 115-116 (29), 11-13.
- Byé, M., (1977), *Relations économiques internationales*, Dalloz, Paris, p. 645.
- CEA (2012), Rapport sur les Conditions Economiques et Sociales en Afrique de l'Ouest en 2010 et les Perspectives pour 2011, 117 p.
- Chaco, C, Liman, K. (1991), Etude sur les échanges entre le Niger et le Nigeria, in L'économie agricole et alimentaire du Niger, CCCE.
- Friboulet, J-J., (2010), « La construction de l'attractivité : une analyse en termes de capacité », *Mondes en Développement* 149 (38), 11-26.
- Gérardin, H. (1996), le débat entre mondialisation et régionalisation : vers une nouvelle « pauvreté des nations », in *Entreprise, Région et Développement*, Mélanges en l'honneur de René Gendarme, Editions Serpenoise (Sous dir. De Jean Brot), 463 p.
- Gérardin, H, Poirot, J. (2010), « L'attractivité des territoires : un concept multidimensionnel », *Mondes en Développement* 149 (38), 27-41.
- Guay, J-H., (2012), Urbanisation, population des agglomérations de plus d'un million d'habitants, Nigeria, Perspective monde, Université Sherbrooke.
- Hirschman, A.O., (1958), *La stratégie du développement économique*, Editions Ouvrières, Paris, 246p.
- Hugon, Ph., (2009), *L'économie de l'Afrique*, la Découverte, Paris, 127 p.
- Institut National de la Statistique (INS, 2008), Ministère de l'Economie et des Finances, République du Niger.
- Jubénot M-N. et Mila S. (2010), Attractivité, spécificité et impact des zones franches d'exportation en Uruguay, Les Cahiers de l'Association TiersMonde, 25, 71-82.
- Kasse, M., (1996), L'Etat, le Technicien et le Banquier face aux défis du monde rural sénégalais, Les Nouvelles Editions Africaines du Sénégal, CREA, 237p.
- Krugman, P., (1991), «Increasing Returns and Economic Geography», *Journal of Political Economy*, 99 (3), 483-499.
- Léon, A., Sauvin, T. (2010), « L'entreprise et son emprunte territoriale : quelle politique d'attractivité ? », *Mondes en Développement* 149 (38), 43-52.
- Leveroy, K., (1980), « Caravans of kola, the haws a trade, 1700-1900 », Ahmadu Bello University Press J. Limited, Zaria.
- Linder, P.H., (1986), *Economie internationale*, 8^e édition, Irwin, séries in Economics, p. 249.
- Louis Berger International INC (1989), Etude sur les mesures d'incitation à l'industrie au Niger, Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Niamey, 508 p.

- Mainguy, C et Rugraff, E (2012), « De la connaissance des IDE chinois et de leurs effets en Afrique subsaharienne », Communication au Colloque international du GEMDEV, portant sur « La Mesure du Développement », 1er au 3 février 2012, UNESCO, Paris, 21 p.
- Michalet, C.A., (1999), *La séduction des nations ou comment attirer les investissements*, Paris Economica.
- Reisen, H., Soto M. (2001), « Which Types of Capital Inflows Foster DevelopingCountry Growth », *International finance* 4 (2), 1-14.
- Roland-Holst, D, Tarp, F. (2003), « De nouvelles perspectives pour l'efficacité de l'aide », *Revue d'Economie du Développement* 2-3, 151-180.
- Rosenstein-Rodan P., (1984), *The Role of Time in Economy Theory*, Economica, Paris.
- Thiard, P., (2007), « Attractivité et compétitivité : offre territoriale, approches marketing et retombées », in actes des séminaires (février –juillet) : l'attractivité des territoires : regards croisés, Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (France).
- Viner, J., (1950), *The Customs Union Issues*, New York - London, Carnegie, Endowment for international peace, p. 41-78.

